

Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FPCF)

Fonds de Préparation

Orientation Stratégique de la FPCF: Activités à être financées à travers le Fonds de Préparation

19 juin, 2012

Conformément à la Résolution PC/10/2011/1.rev de la réunion de CP 10 à Berlin, cette note est conçue de façon à (A) présenter une proposition pour les activités d'analyse et de gestion de connaissance et; (B) présenter l'état global de budget du Fonds de Préparation y compris les activités approuvées provisoirement par le CP lors de réunions précédentes et faciliter des discussions sur la possibilité de fixation de priorités des activités à être financées à travers le Fonds de Préparation dans l'année budgétaire 13 y compris quelques unes ou toutes les activités indiquées au Tableau 1.

Introduction

1. Le Comité de Participants lors de sa dixième réunion à Berlin (CP 10) s'est engagé dans une discussion de niveau stratégique sur l'orientation future de FPCF, notamment le Fonds de Préparation, et les actions méritant un suivi proposé dans la Résolution CP/10/2011/1.rev.
2. Depuis CP 10, le CP a accepté l'ordre prioritaire suivant dans des nouvelles allocations budgétaires:
 - i. **Priorité Supérieure:**
 - (a) Allocation normalisée de \$3.6 millions en ressources financières destinés au Pays REDD Participant dont le R-PP est évalué par le CP à travers le CP 14 (selon Résolution CP/10/2011/1, paras.2-3);
 - (b) \$5.5 millions pour couvrir la période d'année budgétaire (AB) 2012-2015 pour le soutien renforcé pour permettre l'engagement d'organisations de société civiles et Peuples Autochtones Dépendant de la Forêt et Peuples Habitant les forêts dans les processus de préparation à la REDD +, y compris jusqu'à \$1 million pour la participation de OSCs de Sud dans les réunions de FPCF et Dialogues avec les Peuples Autochtones sur le FPCF (selon Résolution CP/10/2011/1, para.9);
 - (c) Jusqu'à \$13.4 millions pour une capacité renforcée dans le règlement de différend (selon résolution CP/Electronic/2012/1, para.2, i-iii), y compris:
 - a. Renforcement de mécanismes nationales de communication de résultats et mécanismes règlement de doléance pour Pays REDD Participants (allocation différentiel jusqu'à \$200,000 amenant le montant de subvention au total \$3.8 millions pour chaque Pays REDD Participant);
 - b. Renforcer le soutien à la participation, engagement direct, et le suivi par les Partenaires des la Mis en Œuvre (augmentant les fonds national pour l'administration à \$650,000 pour chaque pays REDD Participant); et
 - c. Renforcement de capacité de Partenaire de la Mis en Œuvre dans le règlement de différend (jusqu'à \$2 millions).
 - ii. **Priorité Inférieure:**
 - (a) Financement supplémentaire de subvention jusqu'à \$ 5 millions à certains pays pendant l'examen à mi-parcours (selon Résolution CP/10/2011/1, para.5);

- (b) Travail Analytique, gestion de connaissance, échanges Sud-Sud et liens entre REDD+ et FLEGT (*présenté ci-dessous*) Résolution CP/10/2011/1, para.6; et
 - (c) Établir le processus et critères selon lesquelles la sélection des nouveaux Pays REDD+ supplémentaires se déroulera au CP 14 (selon Résolution PC/10/2011/4, para.4).
- (À noter que l'ordre prioritaire pour éléments ii (a) à (c) n'a pas été convenu.)

Proposition pour travail analytique et gestion de connaissance dans l'année budgétaire (AB) 13

3. Reconnaissant l'importance de monter à l'échelle les activités destinées à soutenir les Pays REDD Participants afin d'avoir une mise en œuvre efficace de processus d'état de préparation REDD+, le CP à travers sa Résolution CP/10/2011/1, para.6 a demandé l'Équipe de la Gestion du Fonds (EGF) de présenter une proposition détaillée et budget estimé pour effectuer le travail analytique, gestion de connaissance, et activités recherchées centralement, y compris les échanges Sud-Sud et lien entre REDD+ et FLEGT, par CP12. Une telle proposition serait basée sur une évaluation rapide des besoins de Pays REDD Participants et prendre en compte des activités similaires existantes réalisées à travers d'autres initiatives telles que Program Investissement Forestier (PIF) et programme ONU-REDD et la capacité de l'EGF de soutenir les activités proposés.

4. En tant qu'un suivi en connexe avec cette demande, l'EGF a mené une évaluation de besoins de pays conjointement avec le programme ONU-REDD. La méthodologie de cette évaluation a été présentée par le consultant principal pour ce travail à la réunion conjointe entre CP de FPCF et Conseil de Politique de programme ONU-REDD à Asunción en March 2012 (voir <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/484>).

5. Le projet de rapport présentant des résultats de cet évaluation est disponible sur <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/514>. Selon le projet de rapport, les besoins prioritaires dans la mesure où les pays ont indiqué une demande de soutien à court terme (dans les prochaines six mois) sont résumés en Annexe 1 de la Note actuelle. Les points essentiels sont résumés ci-dessous:

- i. Les domaines globales de la Préparation à la REDD+ dans pour les quelles plusieurs pays ont exprimé le besoin d'un soutien technique et financier comprennent: des Niveaux de référence; Système de mesure, notification et vérification; Gouvernance et stratégie de REDD+ et cadre de mise en œuvre, y compris partage de bénéfices, et soutien aux sauvegardes, formation sur les procédures de consultation et participation et sur la mise en place de mécanismes de règlement de doléance.
- ii. Soutien destiné à renforcer la capacité des OSC, ONGs et Peuples Autochtones est aussi reconnu en tant que domaine méritant de soutien.
- iii. Les aspects spécifiques dans les domaines globales de la Préparation pour les quels le soutien est demandé sont soulignés ci-dessous:
 - a. La considération d'urgence accordée aux questions relatives à la *gouvernance* et aux stratégies REDD+. Au sein de la gouvernance, renforcement des capacités de structure sous-nationales telles que celles de province ou de district a été insisté comme c'est à ce niveau-là que les programmes REDD+ seront mis en œuvre. Les pays ont toujours besoin de soutien à leur structures nationales de coordination, cherchent l'engagement intersectorielles aux programmes REDD+ et accord sur les politiques nationales REDD+ et cadres politiques. La préférence est accordée à l'appui financier sur la gouvernance.
 - b. Les pays ont suggérés que des sources supplémentaires pour initier et pour soutenir les projets pilotes REDD+ est une de meilleure façon de chercher le soutien du côté de communautés, gouvernement local et central.
 - c. Soutien pour renforcer les capacités nationales leur permettant de participer efficacement dans l'établissement de niveaux de référence d'émissions, les modèles d'essai et créer une expertise de maintien de base de données nationales de forêt et de carbone est requis.
 - d. Capacité en MRV sur des questions spécifiques telles que mise à jour des inventaires, mesures de carbone forestier et estimation de facteur d'émission pour la notification de gaz à effet de serre,

renforcement de capacité et /ou conformité aux Systems de notification, les arrangements institutionnelles juridiquement définies avec compétences clarifiées.

- e. Dans le cadre des sauvegardes, le cadre pour faire le suivi et gérer les risques de mis en œuvre de stratégie REDD+, ex. gouvernance, bénéfices multiples; évaluation stratégique sociale et environnementale (ESSE), identification de risques des options stratégiques REDD+.
 - f. Renforcer les ONGs et groupes communautaires, Peuples Autochtones, y compris le soutien à travers formation sur processus de consultation et de participation, consentement libre, informé et préalable (CLIP), sensibilisation et éducation de parties prenants et procédures formelles de consultations de parties prenants.
 - g. Dans le cadre du topique de développement de stratégie REDD+, évaluation sur comment les lois existantes constituent une incitation au déboisement, identification, évaluation et utilisation d'expériences précédentes, y compris paiement de services environnementaux (PSE) et activités d'essai de REDD+ pour informer la mis en œuvre de la conception de la stratégie REDD, partage de bénéfices et capacité national de respecter les normes fiduciaires et résolutions sur les droits « d'occupation de terre » et « droits de carbone dans le cadre de REDD + est requis dans presque toutes les stratégies existantes ou naissante de pays REDD+. Échange Sud-Sud a été souligné en tant que Platform pour l'échange de connaissance à partir des expériences existantes et en évolution afin d'aider à concevoir des stratégies REDD+
 - h. Examen politique et juridique, et harmonisation. Trois pays ont précisément reconnue le soutien en matière d'examen de cadre légal et passage en revue en tant qu'un domaine de soutien important.
6. En développant la proposition présentée sur Tableau 1, l'EGF a pris en comptes les besoins exprimés par les pays ainsi que les discussions sur les orientations stratégiques de la FPCF. La proposition se concentre sur les questions techniques pour lesquelles le soutien peut être renforcé. Soutien aux activités telles que les projets pilotes REDD + qui ne sont pas éligibles pour un soutien à travers le Fonds de Préparation et à ces activités que les pays devront mettre en œuvre, telles que renforcement institutionnelles aux niveaux sous-nationaux et locaux, ne sont pas inclus dans la proposition.
7. Les topiques telles que la question d'occupation de terre sont déjà traitées par le programme ONU-REDD, et les modèles des affaires des investissements, qui seront soulevées à travers le Programme d'Investissement Forestier et la mis en œuvre en projet pilotes à travers le Fonds de Carbone, ne sont pas incluses dans la proposition.
8. L'allocation pour renforcement de capacité de OSCs et Peuples Autochtones a déjà été approuvé par le CP est elle n'est pas reflété sur Tableau 1.

Table 1: Activités proposées pour Année Budgétaire (AB) 13 pour soutenir le travail analytique et gestion de connaissance dans la Préparation à la REDD+. ¹

A. Activités destinés à soutenir le travail de préparation à la REDD+ (selon les besoins exprimés par les pays et propre évaluation d'EGF)	Justification	Activités clés à être soutenues	Budget Estimatif (US\$000s)	Résultat Attendu	
				AB 13	AB 14
I. Niveaux de Référence	Pays FCPF ont identifié Niveaux de Référence et MRV en tant que priorités de haut niveau pour renforcement de capacité. Méthodes normalisés pas encore disponibles, ainsi un outil de soutien à la prise de décisions est testé et développé d'avantage pour répondre aux besoins de pays.	Renforcement de Capacité en évaluant l'emploi du projet d'outil de soutien à la prise de décisions de Winrock-FMT à travers le pilot en 3-4 pays FCPF ; et formation aux utilisateurs ayant l'intérêt. Travail analytique pour améliorer l'outil.	309 (combinés avec MRV)	3-4 utilisant et améliorant l'outil analytique commun. Outil amélioré pour les autres.	Diffusion à d'autres pays FCPF
II. MRV	Pays FCPF ont identifié MRV Niveaux de Référence comme étant parmi deux de hautes priorités pour un soutien technique.	Soutien Technique pour Réductions d'Émissions et Suivi de Forêt pour 5 pays FCPF. Développement de matériel technique et formation accessible sur le Web pour tous les pays FCPF.	Voir ci-dessus	Soutien Technique aux 5 pays. Matériel de Formation/ accessible sur le web pour tous les pays s	

¹ Ceux-ci s'agit d'un résumé de besoins faites par EGF à partir de la matrice de réponses

<p>III. Sauvegardes pour Renforcement de Capacité pour Pays REDD+ (SESSA, ESMF), consultations de Partis-prenants et mécanismes de règlement de doléances</p>	<p>Pays FPCF ont identifié les sauvegardes, formation en consultations avec des partis-prenants comme étant les domaines pour les quelles l'appui est requise étant donné les liens forts à l'évaluation des risques sociales et environnementaux des options de Stratégie REDD, et pour engager les partis-prenants</p>	<p>Formation au niveau régional (Afrique (2), Asie (1) et ALC (1)) pour les Partenaires de la Mise en Œuvre, OCSs, ONGs au niveau national, facilitateurs et d'autres acteurs attendus de diriger le SESA dans les pays</p>	<p>501</p>	<p>Préparation matériel de formation</p> <p>Rapports d'atelier pour une diffusion plus large et apprentissages à travers les régions</p>	<p>Quatrième atelier régional</p>
<p>IV. Lier les initiatives Locales REDD+ à la Stratégie REDD+</p>	<p>Plusieurs Pays REDD commence à mener des pilotes de mise en œuvre de stratégie REDD+ Les pays ont exprimé le besoin de tirer des leçons à partir des expériences au terrain y compris les opportunités et défis liés aux cadres de mise en œuvre et partage de bénéfices et impact des activités destinés à réduire le déboisement. Lors des échanges récemment conclus concernant partage de bénéfices à travers vidéoconférences, les Pays REDD ont exprimé le besoin d'échanges face-à-face portant sur leçons à partir des initiatives local REDD</p>	<p>Le soutien à travers l'appui technique et 2 ateliers régionaux en Afrique, est destiné à faciliter le partage des leçons tirées à partir des initiatives local REDD + (y compris les pilotes REDD+) à travers une synthèse de cas d'études et préparation des notes sur information générales.</p>	<p>253</p>	<p>Synthèses des leçons à partir de mise en œuvre au terrain sur les topiques clés sur cadres de mise en œuvre de REDD+ et partage de bénéfices</p>	<p>Activités semblables dans d'autres régions</p>
<p>V. Mener de pilot de communication de résultats et mécanismes de règlement de doléances, &</p>	<p>Comité de Participants a identifié la mise en place de mécanismes nationaux de règlement de doléances en tant que domaine prioritaire pour la Préparation REDD et a alloué 200k au Pays REDD à</p>	<p>Les pilotes seront entrepris dans 3 pays FPCF (2 en AB 13) à travers un atelier commun au niveau national. Les activités comprendront :</p>	<p>217 pour AB 13 (Total AB 13 & 14: 326)</p>	<p>Document de politique générale de Pays pour mise en place de mécanisme</p>	<p>Rapport de pays sur le diagnostic de gouvernance y compris</p>

<p>Diagnostique de Gouvernance dans 3 pays FPCF</p>	<p>ce but. Doléance Forestier a été identifié en que domaine nécessitant le renforcement dans l'évaluation de besoins de pays et panels FLEGT. Bien que le travail de diagnostic de gouvernance proposé ne répondra pas à tous les besoins reflétés dans l'évaluation de besoin de pays, cela aiderait à mettre en place un processus systématique qui identifie des lacunes de gouvernance et un plan d'action ayant de pertinence à la REDD +</p>	<p>(i) mécanismes de règlement: examen de mécanismes de règlement existant au niveau national, discussion avec les partis prenants et préparation d'un document d'orientation soulignant les options pour un mécanisme de règlement possible au niveau de pays.</p> <p>(ii) Gouvernance: Préparation d'un document d'état de situation générale portant sur la gouvernance forestière et application d'outil PROFOR sur gouvernance à travers un atelier au niveau national</p>		<p>de doléance dans 2 pays FPCF.</p> <p>Lignes directives sur 'le comment' mettre en place des mécanismes de communication de résultats et de règlement de doléances pour REDD+</p>	<p>recommandations et plan d'action au niveau de pays.</p>
<p>VI. Évaluation de cadre légal pour Préparation à la REDD+ (examen de cadre politique et légal)</p>	<p>Cadres légaux pour REDD+ sont potentiellement très complexes et diverses. REDD+ se pose dans un environnement de lois et de réglementation déjà en existence, et elle nécessitera des ajustements de ces cadres. Il est préférable d'entamer ce travail bien tôt et chercher à réaliser des économies d'échelles, également en renforçant le travail déjà existant dans ce domaine plus tôt que d'attendre les demandes ad hoc émanant des équipes spécifiques de pays. Le travail est aussi pertinent au travail en train d'être</p>	<p>Travail Analytique dans 3 pays pour examiner la suffisance de cadre légal pour REDD+. Le travail sera mené par IDLO</p>	<p>106</p>	<p>Passer en revue le Rapport en soulignant les résultats préliminaires</p>	<p>Activité susceptible de continuer en AB 14 dépanadant de résultats</p>

	entrepris concernant les droits de Carbone au niveau de pays.				
VII. Engagement de Secteur Privé à la REDD+ (voir Annexe 2)	Le secteur privé est très peu engagé à l'agenda d'élaboration de politique de REDD+, et il y a quasiment de considération du rôle de secteur privé par les pays dans leur préparation à la REDD +. Cette lacune est souvent noté dans leurs plans de FPCF R-PPs et Plans Investissement FIP. Sans une bonne compréhension et considération du rôle de secteur privé dans la phase de conception de politique, des risques existes qu'on prendrait des décisions stratégiques qui ne favorisent pas la participation du secteur privé au future (ex., allocation de droit de carbone, RELs, etc.).	contrat de Consultant pour un examen de rôle de secteur privé au niveau de pays dans jusqu'à 3 pays FPCF (1 ou 2 en AF 13) suivi par un dialogue au niveau national avec l'audience ciblé dans 3 pays.	150 (Total y compris cofinancement 249)	2 dialogues et rapport au niveau de pays y compris recommandations pour renforcer le rôle du secteur privé	
VIII. Registres pour REDD+	Coordination et éviter la duplication de travail sur registres nationaux	Contrat de Consultant de développer un cadre de base initial pour system de registre national qui sera ainsi adopté selon les spécificités de pays.	88	cadre initial pour system de registre national (disponible pour tous)	
Grand Total (AB 13)			1,624		

9. Les activités proposées peuvent être classées en deux catégories:

- i. Les activités telles que Niveau de Référence, MRV, stratégie de REDD+ et sauvegardes ont été soutenues dans les années précédentes à travers le Fonds de Préparation et donc cela ne s'agit pas d'activités tout à fait nouveau. La nature et la portée de soutien a été adopté selon la communication de résultat reçu à partir d'Examen de Besoin de Pays. Si le CP décide de les financer en AB 13, ces activités sont attendues d'être poursuivies au-delà de AB 13; et

- ii. Activités telles que l'engagement de secteur privé (voir plus de détails sur la proposition de l'EGF en Annexe 2), mécanismes de pilotage de doléance dans les pays REDD+, et examen de cadre légal en connexe avec la Préparation à la REDD+ ; sont relativement de nouvelles domaines pour lesquelles le soutien est souhaité et cela a été inclus selon les besoins exprimés. Le porté de ces activités en AB 14 et au-delà, sera établi dépendant de progrès qui sera réalisé en AB 13. Des activités ont été mandatées par le CP et par les Participants au Fonds de Carbone comme le Fonds du Group de Travail de Fond de Carbone sur le cadre méthodologique et fixation de prix, et la préparation d'un cadre de Suivi et d'Évaluation tous sont inclus dans le budget de base comme indiqué dans la présentation de Budget du Fonds de Préparation de AB 13.

10. Le budget estimatif pour chaque activité ci-dessous comprend le cout pour le personnel d'EGF (temps et coûts de déplacement) ainsi que les coûts pour soutenir les activités telles que les contrats de consultants, soutien au la logistique et coûts des ateliers.

11. Le programme provisoire des événements lié à chacune des activités est présenté au Tableau 2. Le pilot d'activités au niveau national sera combiné avec les missions aux pays pour minimiser les coûts de transactions. Des essais ont été effectués de combiner des événements dans la mesure où cela est possible afin de réduire le fardeau d'inviter les partis-prenants aux différents ateliers fréquemment. A titre d'exemple l'atelier régional de renforcement de capacité sur SESA et sur Consultation de Partis-prenants pour Asie est proposé d'être tenu immédiatement après la conclusion du dialogue mondial avec peuples Autochtones en Asie. Modifications d'avantage au programme, y compris la possibilité de combiner les événements, serait effectués au fur et à mesure avec l'avancement des activités de préparation.

12. L'EGF affichera le programme sur le site web de FPCF pour permettre aux membres de CP et partenaire telle que le programme ONU-REDD et représentant de FIP de se joindre aux ateliers/moisissions comme approprié.

13. Tableau 3 présente les sources et l'utilisation de fond de Préparation, y compris celle pour PA et OSC comme convenu à Berlin, et renforcement de capacité pour le règlement de différend comme convenue subséquemment. Par rapport aux priorités soulignées sur para.2, les activités des hautes priorités soulignées sur para 2 (i) sont incluses sur sous les usagés de longue termes estimés, alors que les activités de priorité inférieure soulignées sur para.2 (ii) ne les sont pas.

14. Tableau 3 indique une réserve de prévision d'environ \$31 million. Il est de prévisions que le financement total supplémentaire d'environ \$70 million serait requis si toutes les activités proposées seraient soutenues (\$134 million si ces activités étaient financées et 11 nouveaux pays supplémentaires seraient choisis pour joindre le FPCF en 2013). Toute réduction de volume d'activités supplémentaires proposées réduirait l'exigence de financement supplémentaire respectivement. Par exemple, l'inclusion de peu d'activités commençant en AB 13 réduirait l'exigence de financement bien que cela ne sera pas d'un montant important. L'inclusion d'un petit nombre de nouveau pays dans FPCF en mars 2013 réduirait l'exigence d'un montant beaucoup plus large. Pareillement, le non octroi du montant supplémentaire de \$5 million à au moins 20 pays réduirait l'exigence significativement.

15. La capacité du côté d'EGF de conduire ou faciliter ces activité supplémentaire ne devrait pas être une question sérieuse étant donné que les personelles d'EGF ont déjà commencé à travailler sur un bon nombre de ces topiques selon l'explication fournie en para 9 ci-dessus, et le besoin accrue serait fait sur la capacité externe de consultation spécifique à chacun des autres activités (ainsi en encourageant les coûts variables contre les coûts fixes). Cependant, les besoins en coûts de déplacement d'EGF seront susceptibles d'accroître.

Table 2: Programme provisoire d'événements pour AB 13

	juil.-12	Août-12	Sep-12	oct.-12	nov.-12	déc.-12	jan-13	fév.-13	Mar-13	av.-13	mai-13	juin-13
Réunion CF				A					A			A
CF Meth & Cadre de fixation de prix				A					A			A
MRV Communautaire												
ERPA Fiche de Termes				A					A			A
Pilotage de règlement de doléance et Gouvernance			AN (Afrique)				AN (Asie)					
Dialogues de PA		AR (ALC)	AR (Asie)		W (global)							
Réunions de CP				A					A			A
Secteur Privé								AN (Afr)		AN (LAC))		
Stratégies REDD+ et pilots REDD+					AR, G (Fr. Afr)			AR,G (Ang. Afr)				
Niveaux Référence & MRV									A			
Pacqué-R-GT				A					A			A
Renforcement de Capacité: Sauvegardes (SESA/ESMF), Approche Commune, consultation de partis-prenants, mécanismes de règlement de doléance					AR (Asie)			AR (Ang. Afr)		AR (LAC)		

AR=Atelier Régional ou d'autres événement face-à-face

AN=Atelier National combiné avec mission au pays

G=GDLN ou autre groupe de vidéoconférence

C=conférence téléphonique ou webinar

A=atelier

**Table 3: Résumé de Sources à Long-Terme et Usage de Fonds de Préparation
(En \$ million, à partir de 19 juin 2012)**

Usages	juin 2012	
Engagements (subventions) aux pays REDD+		133.0
Administrative, Operations et Soutient au pays dont:		67.8
<i>AB 09-11 Administrative & Soutient au Pays (réel)</i>	15.3	
<i>AB 12 Administrative & Soutient au Pays (estimatif)</i>	5.1	
<i>AB 13-20 Administration du Fonds de Préparation (projeté)</i>	3.8	
<i>AB 13-20 Operations et Soutient au Pays (projeté)</i>	43.6	
Reserve pour capacité de Partenaire de la Mis en œuvre pour règlement de différend		2.0
Programme Supplémentaire pour PA et OSC (possibilité d'être financé en partie par CF)		5.5
Usages Total		208.3
Sources		
Financement Engagé		235.4
Financement Engagé et Financement Promis		239.4
Reserve Estimatif		
Reserve: Financement Engagé moins Usage Total		27.1
Reserve: Financement Engagé plus Promesse moins usage Total		31.1
Activités supplémentaires possibles		
Financement supplémentaire aux pays qui démontre le progrès envers l'état de Préparation (jusqu'à \$5 million par pays), supposant que 20 pays répondent aux critères dans la Résolution d'Orientation Stratégique de Berlin d'ici à AB 15	100.0	
Activités Supplémentaires proposées au budget d'AB 13	1.6	
Ressources totales exigées pour les activités supplémentaires	101.6	
Lacune de Financement (Ressources Total exigées pour les activités supplémentaires moins Reserve y compris Promesses)		70.5
L'ouverture potentielle de FPCF aux nouveaux pays (\$5.8 million par pays ²), supposant que 11 nouveaux pays supplémentaires ³	63.8	
Lacune de Financement (Ressources totales exigés pour activités supplémentaires plus l'ouverture potentiel à 11 nouveaux pays, moins le Reserve y compris les Promesses)		134.3

Hypothèses:

- 1) Subventions attendues à 35 pays REDD Participants. Tous les 37 mais à l'exception de la Tanzanie (financé bilatéralement) et Guinée Équatorial (PA pas signé jusqu'en 1^{ère} février 2012).
- 2) Budget opérationnelle constant durant AB 15 (y compris l'estimation pour les activités supplémentaires courant), avec 20% de réduction annuel ci-après.

² Ce chiffre de \$5.8 million est calculé tout simplement en étalant les coûts totaux projetés du Fonds de Préparation (\$208.3 million) sur 36 pays. Elle inclut donc les coûts variables et les coûts fixes.

³ Décisions à être prises au CP 14 (mars 2013).

Annexe 1: Résumé de besoins prioritaires exprimés par les pays lors de questionnaire portant sur la vue d'ensemble

Besoins	FPCF	ONU-REDD	mécanismes suggérés pour le soutien
Niveau x de Référence (donné et connaissance sur processus et moteurs prioritaires de déboisement, émissions de gaz à effet de serre (GES) liés et méthodes d'évaluation de développement futures)	Honduras, Kenya, Argentina, Vietnam, Ghana, Cambodge, CAR, Indonésie, RC, Tanzanie	Bangladesh, Myanmar, Nigeria, Sri Lanka	Approche Régionale + approche nationale
System de MRV (renforcement de capacité, mis à jours des inventaires, Échanges Sud-Sud sur MRV, Cartographie de la couverture forestier nationale et inventaire, mesure de carbone forestier et estimation de facteurs d'émissions pour notification de GES, approches de suivi, capacité et /ou conformité aux Systems de notification nationaux et internationaux, arrangement institutionnelles légalement définies, avec compétence élaborés)	Honduras, Argentine, Costa Rica, Kenya, Liberia, Ghana, Cambodge, RDC, Indonésie, RC	Bangladesh, Zambie, Philippines, Nigeria, Sri Lanka	Échange Sud-Sud
Mécanisme de Distribution Bénéfice (renforcement de capacité sur partage de bénéfice, partage des modèles, pilotage de distribution de bénéfice, capacité national de respectés les normes fiduciaires ; Identification, évaluation et utilisation des expériences passés, y compris PSE et activités d'essai de REDD pour informer la mis en œuvre de la conception de la stratégie REDD)	Argentine, Honduras, Kenya, Ghana Vietnam, Indonésie, Cambodge, RC	Bangladesh, Nigeria	Approche régionale y compris les ateliers
Stratégie REDD (Expériences de GRN, GF et Agriculture pour aider la conception de stratégies REDD, élaboration de stratégie nationale REDD+, examen et incorporation de bénéfices multiples de forêt en stratégie REDD+, examen de moteurs de changements de mode d'usage de terres, examen sur comment les lois existantes mènent à la déboisement, tester les options de stratégie REDD)	Honduras, Cambodge, Indonésie, Kenya, RC, Tanzanie	Bangladesh, Myanmar, Nigeria, Sri Lanka	Exchange Sud-Sud, expertise technique et spécifique
System d'information pour sauvegardes, (Cadre pour faire le suivi et gestion de risques de mis en œuvre de la stratégie REDD ex. gouvernance, bénéfices multiple; SESA, identification de risques d'options de stratégie REDD)	Costa Rica, Vietnam, Ghana, Cambodge, RDC, Kenya, Indonésie, Tanzanie	Zambie, Bangladesh	approche Régionale pour SESA, d'autres ciblés

Besoins	FPCF	ONU-REDD	mécanismes suggérés pour le soutien
Formation sur processus de consultation et participation, CLIP, formation pour améliorer la capacité de peuples autochtones, Sensibilisation et éducation, procédures formelle pour consultations avec les partis-prenants	Argentine, Costa Rica, Ghana, Liberia, Cambodge, RCA, Indonésie, RC, Tanzanie	Myanmar, Nigeria	Formation, soutien direct aux PAS
Cadre Institutionnelle, reformes et législation pour l'appropriation de carbone, (Cadre Institutionnelle pour mis en œuvre de REDD+)	Honduras, Argentine, Ghana, Cambodge, Indonésie, Tanzanie		
Examen de politique et législation et harmonisation (ajustement politique pour assurer les sauvegardes sociaux et environnementaux, examen de cadre légal et révision)	Kenya, Vietnam, Tanzanie	Myanmar, Nigeria	
Renforcement de capacité institutionnelle renforcement de IC pour une meilleure coordination, centre national d'information de REDD+, accroître la capacité e techniciens REDD+	Liberia, Ghana, Vietnam, Cambodge, RCA, RDC, RC	Bangladesh	Formation, expertise ciblée
mécanismes Financiers	Costa Rica		Échange des expériences
Protocol pour planification d'usage de terre intégrée	Cambodge	Nigeria	
mécanismes de règlement de conflits formellement reconnus et appliqués	Cambodge, RC, Tanzanie	Nigeria	Financier
Mis en place de projets de démonstration de REDD+ pour révéler les leçons et défis, pilotage de gouvernance	Kenya, RC	Myanmar, Zambie	
Aspecte REDD relatives au genre y compris Cancun, examen de risqué et bénéfiques basées sur le genre et droits	Costa Rica	Philippines	

Annexe 2: Dialogues de niveau de pays sur le Rôle du Secteur Privé en matière de REDD+

Cette note propose l'organisation de dialogues de niveau de pays portant sur le rôle du secteur privé en matière de REDD+ et les conditions selon lesquelles ce rôle se réaliserait. L'objectif est de mieux prendre en compte le rôle du secteur privé dans la phase d'élaboration de politique de REDD+ dans les pays REDD+, en lançant deux dialogues REDD+ entre le gouvernement et le secteur privé en AB 13 (commençant en juillet 2012) et deux en AB 14. Déjà, une coalition d'entités discutait informellement cette idée et cherche à coopérer sur cela, y compris l'EGF, ONU-REDD, WWF, la Coalition de Nations Forestières, et CMIA, qui consisterait d'un group consultatif pour cette activité.

Cette activité a trois objectives et étapes: 1) Mener une analyse descendante du contexte de pays; 2) Compléter avec une étude ascendante sur la perception du secteur privé et sa positionnement Enver la REDD+; 3) Faciliter un dialogue entre le secteur public et secteur privé au pays, basé sur les conclusions d'étape 1 et 2. L'EGF cherche l'approbation de CP afin de lancé les dialogues de pays proposés et allouer un budget en AB 2013 de \$150,000 pour entreprendre un dialogue entière ou rebuter deux dialogues. L'EGF et les partenaires chercheraient le financement supplémentaire de \$450,000 à partir de partenaires en dehors de budget FPCF pour permettre quatre dialogues durant AB 13-14 (au total \$600,000).

1. Le Défi

La plus part de financement REDD+ aujourd'hui vient de sources publiques. Cependant, le défi de financement et de mis en œuvre de REDD+ ne sera pas résolu uniquement par les ressources publique. Sans égard aux résultats de UNFCCC ou d'autres régimes, il est largement pensé que le secteur privé sera également tenu de fournir le capital requis et expertise pour mettre en œuvre la REDD+. Tandis que les investissements requis pour réaliser la REDD+ à l'échelle requis pour stabiliser le changement climatique mondial, des études suggèrent que cela s'agit d'une dizaine de milliard de dollars US

L'implication du secteur privé à la REDD + à jour s'est concentré principalement dans les marchés volontaires de carbone; dans des projets de démonstration chargé de la mis en œuvre (largement en partenariat avec les ONGs) ou en tant que l'acheteur des crédits. Ces activités ont été principalement dirigées par la Responsabilité Sociale des Entreprises (SRE) ou motivation de conformité, ont toujours été menés au niveau de projet, et actuellement allant de dizaines de millions de dollar US par an.

Le secteur privé est aussi lié à la REDD+ en tant que moteur du déboisement, soit directement à travers les secteurs tels que industrie de bois, agriculture, énergie, exploitation minières et infrastructure, ou soit indirectement lorsque ses opérations impliquent la fabrication de marchandise, distribution ou financement.

Stratégies REDD+ et politiques sont en train être conçus et ils seront mis en œuvre largement par les gouvernements nationaux ou sous-nationaux. Ces activités à grande échelle sont susceptibles d'impacter toute compagnie privé s'occupant d'usage de terre directement ou indirectement – également offrant des nouveaux opportunités pour des roles de secteur privé dans l'exécutions et suivi de programme en fournissant toute une gamme de services, infrastructure, formation, investissements et meilleures pratiques dans la gestion de forêt ou terrains agricole. Beaucoup de compagnies sont mieux placées à fournir de telles services et investissements dans beaucoup de pays dans lesquelles ils opèrent actuellement.

Le secteur privé a besoin de mieux comprendre ces changements structurels, et évaluer les nouvelles opportunités des affaires et objectives relatives à la pérennisation qui en découlera. Les entités de secteur privé déjà impliqués dans la REDD+ devront également penser à intégrer leurs opérations dans les Systems nationaux émergents, en allant de l'approche projet en vers l'approche nationale.

Le secteur privé peut jouer plusieurs rôles en REDD+, non seulement à travers l'achat des Réductions des Émissions mais aussi en tant que financeur direct, fournisseur de services et de la technologie ou encore un développeur de projet, investisseur, et le responsable de la mise en œuvre, potentiellement dans le cadre des régimes Partenarial Public Privé. Le secteur privé peut aussi devenir un partenaire accompagnant les changements structurelles capables d'impacter la chaîne de valeur d'utilisation de terrain.

En plus des conditions légales et de la gouvernance nécessaire pour attirer le secteur privé globalement, il y a des questions spécifiques relatives à l'implication du secteur privé en REDD+ dans un pays. Ceux-là incluent la question de choix de l'architecture de REDD+ dans un pays et comment le niveau de projet est lié au niveau national, les régimes de partage des bénéfices, les instruments disponibles pour la gestion de risques et les incitations mis en place au niveau de pays et au niveau international.

2. Réflexions à jours sur le rôle du secteur privé en matière de REDD+

Il y a eu pas mal de discussion et plusieurs analyses sur le rôle du secteur privé en REDD+ et sur le financement du climat globalement à nos jours. La plus part de discussion a été de nature générale, prenant le secteur privé comme étant une entité unique malgré l'hétérogénéité de ses activités. Quelques analyses aujourd'hui adoptent l'approche descendante et abordent les options de conception de REDD+ qui sont les plus susceptibles d'attirer le secteur privé. Les autres poursuivent les approches ascendantes et analysent les conditions spécifiques au pays ou sectorielles afin d'établir les options et cadres favorables à l'implication du secteur privé. Tableau A1 ci-dessous décrivent des analyses les plus récentes.

Table A1: Analyses récentes sur le rôle du secteur privé en matière de REDD+

Initiative dirigeant l'analyse	Année	Topique	Pays couverts	Processus	Résultat
ONU-REDD	2011	<p><i>“Stratégie de secteur privé pour le Programme ONU-REDD. Vue d’ensemble régionale de LAC”</i>: Analyser les moteurs de déboisement en LAC (y compris agriculture, industrie du bois, exploitation minière, huile et gaz et développement d’infrastructure). Identifier les partis-prenants principaux de secteur privés dans chaque secteur et leur impact négatif ainsi que leur engagement à la pérennisation. Avancer une stratégie pour incorporer le secteur privé aux initiatives REDD+.</p>	Pilot ONU-REDD et Pays Partenaire en LAC.	Approches basés sur le pays centre sur les moteurs de déboisement en LAC. Pas de dialogue de Partis prenants. Revue documentaire et une étude de cas à Paraguay.	Recommandations sur orientations de stratégie dans chaque secteur visant à encourager la participation du secteur privé aux initiatives REDD+.
Project de forêt pluviale de Prince	2010	<p><i>“REDD+ et solutions centré sur Agriculture proposées par le secteur privé”</i>: Comment la production agricole pourrait être élargie sans mener au déboisement d’avantage et comment les cadres REDD+ émergents et financement pourrait aider à atteindre cet objectif</p>	Brésil, Indonésie, Malaisie, Pays d’Afrique de l’ouest y compris Ghana, Côte d’Ivoire et Nigeria.	Approches basé sur le pays et centrées sur agriculture avec dialogue de partis-prenants. Centré sur certaines commodités (Huile de palme, Soja, Cacao et manioc). Réunions parmi des grands compagnies opérant dans les pays à forêt pluvial suivis par huit réunions régional au Brésil,	Consensus qu’li soit techniquement faisable d’accroître la production agricole dans ces régions sans conduire à plus de déboisement, en même temps générant des rendements économique et positive pour le secteur privé. Alors que les interventions publiques seraient requis pour réduire les risques initialement, afin d’activer le flux de crédit et de créer les conditions

Initiative dirigeant l'analyse	Année	Topique	Pays couverts	Processus	Résultat
				Ghana, Malaisie et Indonésie en rassemblant les représentants de secteur privé, ONGs et Gouvernements.	favorables appropriés, des subventions publics importants ne seraient pas requis. Un ensemble des interventions stratégiques liées aux moteurs spécifiques de déboisement ont été proposées, potentiellement comme faisant part aux plan de développement de basse carbone intégré pour chaque pays ayant des activités complémentaires pour réduire le déboisement.
Tables rondes de marchandise	Depuis 2011, volonté de faire des ponts avec REDD+.	<p>- marchandises agricoles (Huile de palme, Canne-à-suivre, Cacao, Soja, Bétail): Le rôle de tables rondes de marchandise dans la promotion de solutions d'accroître les récoltes sans une expansion agricole est exploré. Un atelier a été organisé sur la thématique en Septembre 2011.⁴</p> <p>- D'autres marchandises (Bois, Huile et Gaz) pourraient s'intéresser à l'adoption d'approches similaires.</p>	Monial	<p>Certification/ Encourager les meilleures pratiques et faire la promotion des engagements d'une meilleure chaîne d'approvisionnement et suivi (à travers les normes de la durabilité).</p> <p>Atelier et consultations pour faire des ponts avec REDD+.</p>	<p>Résultat d'atelier:</p> <p>Engagement destine à explorer à quel point les tables rondes sur la marchandise pourrait être mieux aligné à la REDD+, telle que comment le financement de climat pourrait aider à réduire les contraintes à la certification.</p> <p>Explorer les options d'appliquer les outils en tandem, y compris REDD+, paiement de service environnementaux, engagements volontaires, normes, réglementation</p>

⁴ <http://ccafs.cgiar.org/blog/updates-workshop-commodity-roundtables-avoided-forest-conversions-subnational-redd>

Initiative dirigeant l'analyse	Année	Topique	Pays couverts	Processus	Résultat
					et politiques des prêts, et les adopter selon chaque condition spécifique
Forum Économique Mondial	2010/2011	<p><i>“Proposition de Secteur Privé pour engagement à l'échelle en matière de REDD+”</i>: Le projet s'interroge sur comment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les ressources et capacités de secteur privé à travers la chaîne de valeur afin de rapidement mettre en place un mécanisme efficace de REDD+ et mettre en œuvre à l'échelle l'action REDD+ en cours. • Rechercher le financement de secteur privé d'en exécuter, y compris mais pas limité au financement de carbone et marchés de carbone. • Augmenter l'impact de secteur public de commencer rapidement à financer à travers l'engagement de secteur privé. 	Mondiale	Examen documentaire et consultations avec représentants de secteurs public et privé, ONGs et experts.	Un ensemble de recommandations et propositions venant de secteur privé. Dialogue engageants les participants a été identifié en tant que prochaine étape.
Initiative Philippine-Suisse	2011	<p><i>“Envers la mise en place de Cadre de Gouvernance pour financement REDD+”</i>: L'initiative cherche à identifier, à travers des discussions facilitées parmi les participants, les éléments cruciaux pour un</p>	Mondial/ partenariat avec les Philippines.	Examen documentaire et rassemblant des différents participants REDD+, y compris négociateurs, secteur privé, et ONGs pour	Atelier en octobre 2011 à Panama + Rapport en décembre 2011 qui analyse les sources de financement REDD+.

Initiative dirigeant l'analyse	Année	Topique	Pays couverts	Processus	Résultat
		cadre de gouvernance qui présente des options de financements durables et assurées pour activités REDD+ basés sur le résultats.		discuter 1) état actuel de financement REDD+, 2) présenter des cas d'études sur gouvernance forestière en mettant l'accent sur le financement et 3) éléments potentielles d'un cadre de gouvernance pour financement REDD+	
DFID/Winrock /Climate Focus	2010	<i>"Engagement de secteur privé dans la génération potentielle de Crédits de Carbone REDD+"</i> : options de conceptions (régimes de partage des incitations et des risques) et instrument pour réduire les risques et recherche de financement.	Mondial	Analyses théorique des options	Proposition d'option de conception. Principalement centré sur l'implication de secteur privé en vue d'achat ou d'acquisition de crédit de carbone (pour conformité, objectives SRE ou pour rendement financier)
WWF/ Global Canopy Programme/ Climate Bonds Initiative	2011	<i>"Déverrouiller les Obligations Forestiers: Atelier de Haut Niveau sur Financement Innovatrice pour les Foret Tropicales"</i> ⁵	Mondial	Consultation avec des experts de finance de secteur privé	Atelier en février 2011 à Londres pour discuter des conditions nécessaires pour rendre les obligations un mécanisme de financement utile de grande échelle dans l'effort de sauver les forêts tropicales.

⁵ http://awsassets.panda.org/downloads/unlocking_forest_bonds_low_res.pdf

Ces analyses présentent des résultats utiles pour un meilleur engagement de secteur privé REDD+ et elles ont été largement partagées - si elles n'en découlent pas de – une variété de partis-prenants, y compris les décideurs politiques. Cependant il y a très peu d'engagement réel de secteur privé au terrain dans l'agenda d'élaboration de politique REDD+ , et presque pas de considération des rôles de secteur privé par les pays dans leurs Préparation à la REDD+. Cette lacune est souvent notée dans les R-PPs de FPCF et les Plans d'Investissement.

Bien que les RPPs souvent démontrent l'engagement avec les associations des entreprises domestiques, cela n'as pas été dans un niveau capable de démontrer les débuts de véritable stratégies REDD+ intersectorielles. Particulièrement la perspective de compagnies locales et internationales engagées dans l'investissement éthique ou investisseur existant dans l'industrie forestier ou marchandises ouvertes à ajuster leurs stratégies d'investissement est limitée. Il pourrait y avoir un meilleur engagement avec le secteur privé, y compris tous les deux secteurs privés impliqués dans les moteurs de déboisement et " investissement d'impact " entités de secteur privé orientées qui pourrait faire parti de stratégies de mis en œuvre pour un pays. Sans une bonne compréhension et considération du rôle de secteur privé depuis la phase de conception de politique, des risques existent que des décisions stratégiques serait prises qui ne favorisent pas la participation future de secteur privé (ex. allocation de droits de carbone, RELs, etc.).

3. Activité proposée

3.1. Objective

Le FPCF est un partenariat avec le but, entre autre, de soutenir les pays REDD+ dans renforcement de leur capacité de bénéficier à partir de system d'incitation positive REDD+ dans le futur. Comme telle, elle doit contribuer à une meilleure compréhension de question par chacun de secteur privé et public afin de permettre la conception de politique et de cadres qui sont attirant pour le secteur privé.

L'EGF a mené des discussions informelles avec les initiatives ayant un intérêt, y compris l' EGF, ONU-REDD, World Wide Fund for Nature (WWF), Coalition for Rainforest Nations, et Climate Markets Investment Association (CMIA), pour définir les meilleurs façons d'atteindre cet objectif, en renforçant et complétant les études existantes ou en cours d'exécution. En parallèle, l'EGF a discuté le topique avec FIP qui est un partenaire naturel, qui a aussi la volonté de catalyser l'investissement privé. L'activité proposée est un résultat de ces discussions et la volonté exprimée parmi ces entités s'agissant de la mis en place d'un groupe consultatif pour l'activité (le Groupe consultatif⁶).

Le projet s'agit de mener quatre études d'analyses spécifiques au pays sur rôles potentiels pour le secteur privé et les conditions pour son implication à travers l'initiation de dialogues au niveau de pays entre décideurs politiques et partis-prenants de secteur privé. L'objective est d'atteindre une considération important du rôle de secteur privé dans la conception de stratégies REDD+ stratégies et politiques. Le projet présenterait également des conclusions concrètes qui pourraient contribuer aux expériences des autres pays et aider à initier le même type de dialogue. Il est considéré qu'une telle approche basée sur le pays, en renforçant les initiatives existantes est beaucoup susceptible à fournir des leçons programmatiques et aider à concevoir des cadre favorables.

⁶ D'autres entités pourraient se joindre au Groupe Consultatif au futur. Ceux-là pourraient comprendre les initiatives telles que le Conseil Mondial d'Entreprises pour le Développement Soutenable, le Forum Économique Mondial, Initiative d'Obligation de Climat, etc.

3.2. Sélection de Pays

Il est important de sélectionner les pays qui sont représentés au fora dans lesquelles les stratégies REDD+ sont expliqués étant donné que l'objectif est d'atteindre une meilleure considération du rôle de secteur privé dans la conception de REDD+. L'EGF propose que les pays à être sélectionnés soit couverts par au moins trois des initiatives lié au projet qui établit le Groupe Consultatif afin d'assurer une coordination à travers ces efforts et de fournir l'effet de levier parmi eux. Ces initiatives s'agissent de FPCF, ONU-REDD, FIP, Coalition de Nations de Forêt Pluviale, WWF and CMIA⁷.

Les suivant répondent aux critères d'implication dans au moins trois initiatives du Groupe Consultatif:

- Amérique Latine et Caraïbe, Argentine, Colombie, Costa-Rica, Guatemala, Guyane, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Peru.
- Afrique: RDC, RCA, Congo, Gabon, Ghana, Kenya.
- Asie et Pacifique, Indonésie, Népal, Papua Nouvelle Guinée, Vietnam.

En plus, les critères suivantes ont été suggérés lors de discussion avec le Group de Travail à jour: (i) d'augmenter les chances pour que les dialogues de pays auraient de l'impact réel sur la conception de politique, et (ii) de maximiser l'utilité de leçons apprises à partir de 4 dialogues de pays dans d'autres contextes semblables:

1. Conditions de forêt représentatives, en vue de conditions variées représentées dans les pays sélectionnés.
2. Potentiel de pouvoir renforcer une initiative majeure existante sur le rôle de secteur privé à la REDD+ dans le pays, qui pourrait être dirigée par un membre du Group Consultatif (mais pas nécessairement);
3. dialogue existant sur secteur privé et REDD+ à renforcer (par exemple à travers des tables rondes de marchandises agricoles) ;
4. Potentiel de cofinancement pour les dialogues de pays à partir des autres initiatives;
5. Action de proximité lancée par le gouvernement envers le secteur privé sur REDD+, énoncé publiquement par le gouvernement, ou inscrit dans leurs R-PP stratégie REDD+.

Les pays à être sélectionnés ne vont pas répondre forcément à toutes ces conditions, mais ceux-là qui répondent à la plus part de ces conditions pourrait être considérés comme étant des candidats pertinents. Le tableau ci-dessous analyse la satisfaction des critères pour les pays qui sont couverts par au moins trois des initiatives impliquées.

Tableau 2: Critères de Sélection de pays

Pays	1. Conditions Forestières Représentatives <i>(pour aider à assurer la</i>	2. Potentiel de renforcer une initiative majeure	3. dialogue existant sur secteur privé et REDD+ à	4. Potentiel pour cofinancement pour	6. Action de proximité lancée par gouvernement en faveur de
-------------	---	---	--	---	--

⁷ Les pays à être considérés sont : (i) Pays REDD Participants de FPCF, (ii) Partenaires et Pays Pilots d'ONU-REDD, (iii) Pays Pilot de FIP, (iv) Membres de Coalition de Nations a Forêt Pluviale et (v) les pays dans lesquelles WWF a un rôle active de dialogue politique de REDD+. CMIA est une association thématique avec couverture global.

	<i>diversité parmi les 4 pays sélectionnés)</i> <i>(ex. Fort /Faible Couvert Forestier Fort/Faibles taux de déboisement, Forêt sèches,...)</i>	existante sur le rôle de secteur privé à la REDD+	renforcer <i>(ex. à travers tables rondes agricoles)</i>	dialogue de pays avec d'autres initiatives <i>(Fort, Moyen, Faible + source)</i>	secteur privé en matière de REDD+
Amérique Latine					
Argentine					
Colombie					
Costa-Rica					
Guatemala					
Guyane					
Honduras					
Mexique					
Panama					
Paraguay					
Peru					
Afrique					
RDC					
RCA					
Congo					
Gabon					
Ghana					
Kenya					
Asie-Pacifique					
Indonésie					

Népal					
Papua Nouvelle Guinée					
Vietnam					

3.3. Méthodologie Proposée

Des idées anticipées sur organisation de dialogue de pays y compris les trois étapes:

- Étape 1: Mener une analyse descendante portant sur le contexte du pays.**
 Cette analyses couvrera documents de politique national de REDD+ et examiner la compréhension et perception de secteur public de (i) implication actuel de secteur privé dans la REDD+ et (ii) ce que le rôle du secteur privé devrait être. Cela décrira également la structure de secteur privé au pays et son implication à ou relative à la REDD+ (aussi en tant que moteur du déboisement). Cette première étape doit également identifier les initiatives clés sur le rôle du secteur privé en matière de REDD+ au pays, et analyser les raisons pourquoi il y avait peu de considération de rôle de secteur privé dans les documents politiques.
- Étape 2: Compléter avec une étude ascendante sur la perception de et positionnement de secteur privé en matière de REDD+.**
 Les partis-prenants majeurs de secteur privé au pays dont l'opération pourrait être affectée par les politiques de REDD+ en créant de nouveaux opportunités ou contraintes seront identifiés. Ils seront consulté /interviewés afin d'examiner leur connaissance et compréhension de REDD+.
- Étape 3: Faciliter un dialogue de pays entre secteur public et secteur privé au pays, basé sur les conclusions d'étape 1 et 2.**
 L'objective est de faire la sensibilisation (i) du coté du secteur privé sur l'implication politiques et les nouvelles opportunités s offertes à travers la mis en œuvre de politiques REDD+ (ii) du coté de secteur public sur les conditions facilitant le secteur privé de jouer un rôle dans la REDD+ et 'd'être préparé aux nouveaux orientations politiques.

Le dialogue serait organisé à travers un atelier par lequel les partis-prenants majeurs de secteur public et secteur privé ainsi que les communauté locales et Peuples autochtones seraient représentés. Un ensemble de recommandations et proposition seraient formulées à la suite de l'atelier avec une identification claire des prochaines étapes pour engager le secteur privé dans la REDD+ selon le contexte de pays, y compris les actions immédiates potentielles.

4. Budget et calendrier proposé

L'objective est de mener deux dialogues de pays en AB 2013 selon le calendrier ci-dessous. Les deux autres dialogues de pays seront mené en AB FY 2014 (sous réserve de financement), et apprendra à partir des expériences des premiers.

Étape de processus de dialogue de pays	Calendrier proposé
1. Préparer TRs et chercher financement supplémentaires	juillet – septembre 2012
2. Lancer les deux dialogues de pays en sélectionnant les pays et consultant (s) impliqué (s) et s’assurer de fond à partir de promesses de cofinancement supplémentaires.	septembre 2012
3. Réaliser les conclusions d’étape 1 (analyses) et 2 (étude de secteur privé)	octobre 2012
4. Conduire étape 3 (dialogue de pays #1)	novembre-décembre 2012
5. Réaliser projet de rapport préliminaire	décembre 2012- janvier 2013
6. Réaliser rapport final passé en revue suite aux commentaires de Groupe Consultatif	février 2012
7. Présenter rapport final au CP	CP 14 – mars 2013
8. Présenter les conclusions de la première étude à un grand public: joueur de secteur privé nationaux et internationaux, d’autres pays, partis-prenants, Gouvernements et bailleurs de fonds.	avril 2013
9. Mener le dialogue de pays #2, si ainsi convenu et financement est disponible	mai – août 2013
10. S’appuyer de leçons apprises à partir de premiers dialogues de pays pour initier et conduire les deux autres études.	AF 2014

Le coût lié à chaque dialogue de pays estimé à US\$ 150,000. L’activité proposée, qui couvrirait quatre dialogues de pays, est ainsi prévue de coûter US\$ 600,000.

5. Décisions de CP

L’EGF cherche l’approbation de CP afin de lancer le projet proposé de deux études initiales aux niveaux de deux pays et d’allouer un budget de US\$ 150,000 pour AB 2013. Ces fonds seront utilisés de soit : a) financer pleinement un dialogue de pays ; ou b) ou financer partiellement deux dialogues dans deux pays en AB 13.

L’EGF et le Group Consultatif pour cette activité chercherait à:

- Décussiter les critères de sélection d’un pays pilot initial ou des pays pour AB 13; et identifier un ensemble de quatre pays pour les dialogues des pays pendant les deux ans ;
- Discuter les opportunités de cofinancement pour les études à être menés en AF 2013 et en AF 2014 pour la balance de budget total proposé de \$600,000 (quatre pays aux coût de \$150,000 chacun). Discussions pourraient être tenues chez les partenaires de Group Consultatif, y compris ONU-REDD; et avec d’autres partenaires qui pourrait se joindre au Group Consultatif à travers un engagement de fonds pour l’activité; et
- Rendre compte au CP au CP 13 sur le progrès à jours.